



PROCEDURE ADAPTEE
MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

DOSSIER DE CONSULTATION

DES ENTREPRISES

OBJET : Réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité
intégrée au réseau de distribution publique d'électricité pour desservir en électricité
le moulin BILLET situé à La Villegieu-En-Fontenette.

Maître d'ouvrage

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

<p>Date limite pour la remise des offres : vendredi 23 novembre 2007 à 12 heures</p>

SOMMAIRE du DCE

1. Règlement de la consultation
2. Programme des travaux
3. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
4. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
5. Cadre d'acte d'engagement



PROCEDURE ADAPTEE
MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

PROGRAMME DES TRAVAUX

OBJET : Réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité
intégrée au réseau de distribution publique d'électricité pour desservir en électricité
le moulin BILLET situé à La Villedieu-En-Fontenette.

Maître d'ouvrage

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PRESENTATION	3
ARTICLE 2 : NATURE DES TRAVAUX	3
ARTICLE 3 : EMLACEMENT DES OUVRAGES PROJETES	3
3.1 Micro centrale hydroélectrique	3
3.2 Capteurs solaires	4
3.3 Local technique	4
ARTICLE 4 : PRESTATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE	4
4.1 Particularités des ouvrages envisagés	4
4.2 Financement de l'opération	4
4.3 Besoins énergétiques	4
ARTICLE 5 : ENVELOPPE FINANCIERE AFFECTEE AUX TRAVAUX	5
ARTICLE 6 : DELAIS DE REALISATION	6

Article 1 : Présentation

Le moulin Billet est situé à environ 1,200 km au nord du bourg de La Villedieu-en-Fontenette.

Son raccordement au réseau de distribution publique d'électricité nécessiterait une extension du réseau 20 kV souterrain longue d'environ 1250 m, l'installation d'un poste de transformation de type PSSA équipé d'un transformateur de 100 kVA et la création d'un réseau à basse tension souterrain long d'environ 320 m.

Ce raccordement au réseau filaire étant très coûteux, le SIED 70, maître d'ouvrage des travaux, a décidé, en accord avec le bénéficiaire de ces travaux, d'alimenter en électricité le moulin Billet à partir d'une centrale de production décentralisée d'électricité composée d'une unité hydroélectrique couplée à une station photovoltaïque.

En application du 2^e alinéa de l'article 2 du cahier de charges de concession¹ que le SIED 70 a signé avec EDF le 30 novembre 1995, la centrale décentralisée de production photovoltaïque d'électricité, sera exploitée par EDF qui aura à valider les dispositions techniques qui seront retenues.

Les plans de situation et d'extrait cadastral sont annexés au présent programme.

Article 2 : Nature des travaux

Cette opération a fait l'objet d'une étude de faisabilité qui est annexée au présent programme. Cette étude a été réalisée en 2002, à la demande du SIED 70 par l'entreprise SERT (17, chemin du Petit Bois - 69130 Ecully).

Le programme consiste dans l'installation d'une station de production décentralisée d'électricité d'origine :

1. **hydraulique** avec réhabilitation du génie existant en fonction des droits d'eau du site et création d'un local technique dans une partie du moulin,
2. **solaire** avec installation d'une batterie de capteurs solaires permettant la production d'électricité en période d'été.

Article 3 : Emplacement des ouvrages projetés

3.1 Micro centrale hydroélectrique

La chambre d'eau existante sera rénovée pour l'installation de la turbine envisagée.

En option, il conviendra d'étudier la possibilité de conserver l'ancienne chambre d'eau pour y remettre en place une roue – travaux hors présent marché – et, en conséquence, d'installer la turbine dans le local technique en construisant une nouvelle chambre d'eau avec ses raccordements aval et amont au canal existant.

Le positionnement de la turbine (ancienne ou nouvelle chambre d'eau) sera décidé à l'issue de la phase APD.

¹ "Les ouvrages concédés comprennent également, en principe dans le cas de fournitures en des points éloignés du réseau existant et si de telles solutions sont conformes à l'intérêt général, les moyens décentralisés non connectés à l'ensemble du réseau, mis en œuvre en accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire."

3.2 Capteurs solaires

Les panneaux seront installés sur une structure métallique à mettre en place à l'emplacement indiqué sur le plan ci-joint. La pénétration du câble électrique dans le local technique se fera par un fourreau existant, mis en place par le propriétaire du moulin.

3.3 Local technique

Un local technique sera aménagé dans l'ancien moulin. Ce local sera en option – voir ci-dessus 3.1 – équipé de la chambre d'eau.

Article 4 : Prestations du maître d'œuvre

4.1 Particularités des ouvrages envisagés

Ces ouvrages seront intégrés dès leur mise en service au réseau de distribution publique d'électricité et, à ce titre, seront gérés par EDF qui devra valider les dispositions techniques envisagées. Le concessionnaire aura donc à donner un avis sur la nature des travaux, l'emplacement et le type des matériels à installer.

Les personnels qu'EDF désignera pour exploiter cette centrale de production décentralisée d'électricité devront pouvoir accéder "facilement" à l'ensemble des ouvrages composant cette installation.

4.2 Financement de l'opération

Les ouvrages projetés bénéficieront d'une subvention du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE). Cette aide sera demandée en phase APD. Le maître d'œuvre devra remettre avec le projet d'APD, le dossier de demande d'aide du FACE avec ses annexes prévues par le financeur.

Le complément de financement sera assuré par le SIED 70 et le bénéficiaire des travaux.

4.3 Besoins énergétiques

Les utilisateurs ont défini leurs besoins en électricité comme indiqué sur le tableau ci-après.

Le maître d'œuvre devra valider ces valeurs et déterminer le dimensionnement des ouvrages pour parvenir à une utilisation de l'électricité selon les besoins exprimés et à confirmer dès la phase d'APS.

ANALYSE DES BESOINS ENVISAGES - Puissance et Energie

Eclairage en 230V - 50 Hz

Description des points lumineux par pièce	Nombre	Type (1)	Puissance (W)	Facteur de puissance	Puissance réelle	Tension (V)	Durée d'utilisation (h/jour)		Consommation prévisionnelle (Wh/j)	
							Été	Hiver	Été	Hiver
Moulin										
rez de chaussée	0	F	15	0,8	0	230			0	0
1er étage	2	F	15	0,8	38	230	2	4	94	188
2e étage	1	F	15	0,8	19	230	2	4	47	94
Dépendance										
pièce	2	F	15	0,8	38	230	2	4	94	188
	5				94		Total Wh/j		234	469

(1) On utilisera les abréviations suivantes : I (incandescent), S (Sodium BP), N (tube fluorescent), F (fluo-compact)

Autres équipements en 230V - 50 Hz

Description des récepteurs	Type ou quantité	Puissance nominale (W)	Facteur de puissance	Puissance en veille (W)	Tension d'utilisation (V)	Durée d'utilisation (h/jour)		Consommation prévisionnelle (Wh/j)	
						Eté	Hiver	Eté	Hiver
Lave-linge (1)	entrée eau-chaude gaz	250	0,7		230	4 cycles / semaine		268	268
Réfrigérateur 200l	2	150	0,7	5	230	permanent		1200	1200
Congélateur 300l	1	250	0,7	5	230	permanent		1200	1200
Téléviseur	TV 60cm	75	0,7	5	230	2	3	268	402
Magnétoscope	1	30	0,7	5	230		2	0	75
Radio, hi-fi	0	0		0	230			0	0
Ordinateur / imprimante	1	200	0,6	10	230		2	0	500
Télécopieur	0	0	0,6	5	230	0,5	0,5	0	0
Micro-onde	0	0		0	230	0,2	0,2	0	0
Petit électroménager	oui	500		0	230	0,2	0,2	125	125
Fer à repasser	oui	1200		0	230	0,1	0,1	150	150
Aspirateur	oui	1000		0	230	0,1	0,1	125	125
Petit outillage	non	0		0	230	0,1	0,1	0	0
Pompage	HMT 10m	750		0	230	0,25	0,25	234	234
Surpresseur	1	1500		0	230	0,25	0,25	469	469
Bruleur chaudière	1	500			230	0,2	2	125	1250
Circulateur chaudière	2	150			230		12	0	2250
Onduleur	oui	Eteint		3	230	8	12	24	36
		6555				Total Wh/j :		4188	8284
		6649				Total avec éclairage (Wh/j) :		4422	8753


(1) l'eau ne devra pas être chauffée à l'électricité

Article 5 : Enveloppe financière affectée aux travaux

L'enveloppe financière affectée aux travaux est fixée par le maître d'ouvrage à 98 000 €. Cette enveloppe devra être validée en « coût prévisionnel » à l'issue de l'APD.

Article 6 : Délais de réalisation

Pour les études de maîtrise d'œuvre, le planning sera précisé au CCAP. S'agissant de la réalisation des travaux, le délai d'exécution sera de 4 à 6 mois. Ce planning devra être affiné et révisé à chaque étape de la mission.

<p>Fait à Vaivre-Et-Montoille</p> <p>Le 19 septembre 2007</p> <p>Le Président,</p>  <p>René BRET</p>	<p>Le maître d'œuvre (1) :</p> <p>A (2)</p> <p>le (2)</p>
--	--

(1) signature à précéder de la mention "lu et approuvé"

(2) lieu et date de signature

Bordereau des pièces annexes à ce programme de travaux :

- plan de situation du moulin (1/25000)
- plan de situation des ouvrages projetés (1/500)
- étude de faisabilité du cabinet SERT datant de 2002.



PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET : Réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité
intégrée au réseau de distribution publique d'électricité pour desservir en électricité
le moulin BILLET situé à La Villedieu-En-Fontenette.

Maître d'ouvrage

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

<p>Date limite pour la remise des offres : vendredi 23 novembre 2007 à 12 heures</p>

Règlement de la consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET TYPE DE LA PROCEDURE	3
1.1 - Objet de la procédure	3
1.2 - Type de procédure	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION	3
ARTICLE 3 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION	3
3.1 - Dossier à fournir par les candidats avec leur offre	3
3.2 - Documents à fournir par les candidats retenus	4
3.3 - Date limite de remise des offres	4
3.4 - Conditions d'envoi des offres	4
3.4 - Renseignements complémentaires	4
ARTICLE 4 : JUGEMENT DES OFFRES	5
ARTICLE 5 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	5
5.1 – Droits de propriété et publicité des projets	5
5.2 – Différends	5
5.3 – Unité monétaire	5

Article premier : Objet et type de la procédure

1.1 - Objet de la procédure

La présente procédure doit permettre au SIED 70 – maître d'ouvrage d'une station décentralisée de production d'électricité au Moulin Billet à LA-VILLEDIEU-EN-FONTENETTE de désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des missions définies à l'article 1 des **cahiers des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.).

Le coût prévisionnel des travaux est indiqué à l'article 5 du programme des travaux

1.2 - Type de procédure

Cette consultation est une procédure adaptée de maîtrise d'œuvre passée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics et dans les conditions définies par la délibération du Bureau du SIED 70 n°7 du 11 septembre 2007.

Le programme sera en effet définitivement arrêté par le maître d'ouvrage à la réception de l'APD, partiellement ou en totalité, sans que le maître d'œuvre puisse s'y opposer.

Des avenants au marché issus de la présente procédure seront conclus après la réception de l'APD.

Article 2 : Conditions de participation

Les réponses devront être présentées soit, par un prestataire unique pour chaque lot avec éventuellement des sous-traitants, soit par un groupement solidaire ou conjoint.

Article 3 : Organisation générale de la consultation

3.1 - Dossier à fournir par les candidats avec leur offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

1° Des renseignements permettant d'évaluer ses capacités professionnelles, techniques et financières et des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager. Au titre de ces capacités professionnelles, pourront figurer des renseignements sur le savoir-faire des candidats en matière de protection de l'environnement.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat pourra demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché. La liste de ces renseignements et documents est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie ;

2° Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

3° Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :

- a) qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.

4° Un projet de marché comprenant :

- L'**acte d'engagement** (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des candidats ayant vocation à être titulaire du marché.
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (C.C.A.P.) à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (C.C.T.P.) à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.
- Le **programme** de travaux et ses annexes à accepter sans aucune modification, à dater et à signer.

3.2 - Documents à fournir par les candidats retenus

A la demande de la personne responsable du marché, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché devra produire les documents indiqués ci-dessous :

- a) les pièces mentionnées à l'article R. 324-4 du code du travail ;
- b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à délivrance du certificat.

Afin de satisfaire aux obligations fixées par le b) ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai d'une semaine les certificats et attestations définis ci-dessus au présent article.

3.3 - Date limite de remise des offres

La date et l'heure limites de réception des offres sont indiquées sur la page de garde du présent document. Il est précisé que le DCE composé des **CAE, CCAP, CCTP et Programme de travaux (pièces définies au 4° de l'article 3.1 ci-dessus)** sera délivré à chaque participant, à sa demande, sous forme informatique et au format papier pour les candidats qui en feront expressément la demande.

3.4 - Conditions d'envoi des offres

Les documents justificatifs à fournir, définis au présent règlement de consultation, pourront être transmis sous pli portant les mentions :

Offre pour :
Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité pour le moulin BILLET situé à La Villedieu-En-Fontenette.

Ce pli devra être remis ou, envoyé par la poste, à l'adresse suivante :

SIED 70
Monsieur le Président
20, avenue des rives du lac
70000 VAIVRE-ET-MONTOILLE

Ces mêmes offres pourront être adressées sous format informatique « pdf » dans un dossier compressé dont le titre sera celui prévu pour le pli ci-dessus.

Ce courrier électronique sera à adresser à l'adresse suivante : contact@sied70.fr

3.4 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats pourront s'adresser au mandataire : Monsieur Jean-Paul BARSOT - SIED 70 – 20, avenue des Rives du Lac - 70000 Vaivre-et-Montoille - Téléphone : 03.84.77.00.00 - Télécopie : 03.84.77.00.01 - e-mail : jp.barsot@sied70.fr

Article 4 : Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions suivantes :

Chaque critère ci-dessous se verra affecté d'une note de 1 à 5, pondérée de la manière suivante :

Critères		Pondération
1	Prix de la prestation	65%
2	Note méthodologique	15%
3	Valeur technique, compétence et moyens du candidat	15%
4	Références sur des opérations équivalentes	5%

La note 0 est éliminatoire.

Article 5 : Dispositions d'ordre général

5.1 – Droits de propriété et publicité des projets

Il est fait application de l'option A du chapitre IV du C.C.A.G.P.I.

5.2 – Différends

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

5.3 – Unité monétaire

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Fait à Vaivre-Et-Montoille

Le 19 septembre 2007

Le Président,



René BRET



PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES

(CCAP)

OBJET : Réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité
intégrée au réseau de distribution publique d'électricité pour desservir en électricité
le moulin BILLET situé à La Villedieu-En-Fontenette.

Maître d'ouvrage

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille
Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01
E-mail : contact@sied70.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHÉ : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ	4
1.3. CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION	4
1.4. ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE	4
1.5. CONTRÔLE TECHNIQUE.....	4
1.6. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (CSPS).....	4
1.7 - MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	4
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES	5
ARTICLE 3 – TVA.....	5
CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
ARTICLE 4 - FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	5
4.1. FIXATION DU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION.....	5
4.2. DISPOSITIONS DIVERSES	5
ARTICLE 5 – PRIX.....	6
5.1. FORME DU PRIX	6
5.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	6
5.3. ACTUALISATION DU PRIX FERME.....	6
ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	6
6.1. ACOMPTES.....	6
6.2. SOLDE.....	7
6.3. DÉLAIS DE PAIEMENT	8
CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 7 – PHASE "ETUDES" ET DOE.....	8
7.1. ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDE	8
7.2. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES	9
ARTICLE 8 – PHASE «TRAVAUX»	9
8.1. VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	9
8.2. VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL DE L'ENTREPRENEUR	10
CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	10
ARTICLE 9 - COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 10 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT.....	11

ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE	11
ARTICLE 13 - COÛT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	11
CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	12
ARTICLE 14 - COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX.....	12
ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	12
ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	12
ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	12
ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE.....	12
ARTICLE 19 - PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE	13
ARTICLE 20 - ORDRES DE SERVICE	13
ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13
ARTICLE 22 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 23 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION	14
CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHÉ CLAUSES DIVERSES	14
ARTICLE 24 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES.....	14
25.1. ASSURANCES	14
25.2. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	14
ARTICLE 26 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	15

CHAPITRE PREMIER – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1^{ER} - OBJET DU MARCHÉ : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une station décentralisée d'électricité comprenant :

- une production hydroélectrique avec, à l'intérieur du moulin Billet, création d'un local technique, avec, soit rénovation de la chambre d'eau existante, soit création d'une nouvelle chambre d'eau dans ce local technique,
- une production photovoltaïque pour couvrir les besoins en période d'étiage,
- tous les organes de commandes, régulations et protections qui se rapportent à ces installations.

1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom «le maître d'œuvre» sont précisées au chapitre B de l'acte d'engagement.

1.3. CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 décembre 1993, de la phase Esquisse à la phase AOR, à savoir :
Esquisse – APS – APD – PRO – ACT – EXE – DET et AOR.

1.4. ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté.

1.5. CONTRÔLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

1.6. COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS (CSPS)

La coordination SPS sera assurée par les agents compétents du SIED 70.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au CSPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

1.7 - MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES

- a) l'acte d'engagement (AE) ;
- b) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- d) le programme des travaux et ses annexes.

2.2. PIÈCES GÉNÉRALES

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par le décret n° 78-1306 du 26 décembre 1978 modifié, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m_0)
- le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993,
- l'arrêté du 21 décembre 1993,
- le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur lors de la remise des offres,
- les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- les Normes françaises.

Les documents opposables sont ceux en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M_0 études), tel que défini à l'Acte d'Engagement.

Ils seront, éventuellement, complétés ou modifiés par les documents en vigueur lors de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises.

ARTICLE 3 – TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4 - FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

4.1. FIXATION DU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel est établi.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux tel qu'il est défini à l'article 9 du présent CCAP proposé par le maître d'œuvre **après études d'APD** est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage de **l'élément APD** vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre et accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, l'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de ces travaux, tel que prévu à l'article 9, fixe le forfait définitif de rémunération.

Le forfait définitif s'obtient en appliquant au forfait provisoire un coefficient de correction. Ce coefficient se calcule en divisant le coût prévisionnel par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux.

4.2. DISPOSITIONS DIVERSES

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

La partie du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisés est considérée comme définitive et non révisable.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 des études figurant à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME DU PRIX

Le prix est ferme.

5.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

5.3. ACTUALISATION DU PRIX FERME

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à six mois s'écoule entre la date (ou le mois) d'établissement du prix initial et la date de commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_{m-3}}{I_0} \right)$$

dans laquelle :

I_0 : Index ingénierie du mois m_0 Etudes (mois d'établissement du prix),

I_{m-3} : Index ingénierie du mois antérieur de trois mois au mois «m» contractuel de commencement des études.

Ce mois «m» est celui de l'accusé de réception par le titulaire de la notification de son marché.

ARTICLE 6 - RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1. ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

6.1.1. Pour l'établissement des documents d'études suivants : Esquisse, APA, APD, PRO, EXE : Les prestations incluses dans l'élément ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage telle que précisée à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

6.1.2. Pour l'exécution des prestations ACT :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées après notification aux entreprises, par le maître d'œuvre, du ou des marchés de travaux.

6.1.3. Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR) :

a) Élément DET (direction des travaux). Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 75% ;
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 25%.

b) Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement). Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès verbal des opérations préalables à la réception : 20% ;
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40% ;
- à l'achèvement des levées de réserves : 20% ;
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20%.

6.1.4. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles 6.1.1. à 6.1.4. ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

a) Projet de décompte périodique

Pour l'application des articles 12 et 12 bis du CCAG-PI, le maître d'œuvre **envoie au maître d'ouvrage** par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

b) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage, correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2. du présent CCAP.

c) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage, après avoir dressé à cet effet, un état faisant ressortir :

- 1) Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent.
 - 2) L'incidence de la TVA.
 - 3) Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1 et 2 ci-dessus, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.
- Si le maître d'ouvrage modifie le projet du maître d'œuvre, il notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte accompagné du décompte modifié.

6.2. SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage, une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.2.1. Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- a) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus,
 - b) la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que défini à l'article 19 du présent CCAP,
 - c) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché,
 - d) la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminuée des postes (b) et (c) ci-dessus.
- Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.2.2. Décompte général – Etat du solde

Le maître d'œuvre établit pour le maître de l'ouvrage, le décompte général qui comprend :

- a) le décompte final ci-dessus,
- b) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- c) le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- d) l'incidence de la TVA,
- e) l'état du solde à verser au titulaire : ce montant étant la récapitulation des postes c) et d) ci-dessus,
- f) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation par le maître d'œuvre.

6.3. DÉLAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne peut excéder 45 jours.

CHAPITRE III – DELAIS, PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 7 – PHASE "ETUDES" ET DOE

7.1. ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDE

7.1.1. Délais

Les délais d'études sont fixés au maximum à **17 semaines**.

Les délais maximums d'établissement des documents d'études sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Esquisse : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre de la notification du marché;
- APS : date de l'accusé de réception de l'Esquisse;
- APD: date de l'accusé de réception de l'APS;
- PROJET : date de l'accusé de réception de l'APD;
- ACT : date de l'accusé de réception du PROJET;
- EXE : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la copie de la notification des marchés de travaux aux entreprises retenues;
- DOE : date de réception des travaux.

7.1.2. Pénalités pour retard dans **l'établissement et la présentation des dossiers d'études**, ainsi que les éventuelles reprises d'études.

En cas de retard dans la présentation des documents indiqués ci-dessus, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de **50 euros HT**. Ce **montant de pénalités est plafonné à 30%** du montant de la rémunération totale des honoraires dus.

7.2. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES

7.2.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 32, 2° alinéa du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés

7.2.2. Nombre d'exemplaires et acceptation des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre **au maître de l'ouvrage**.

Le tableau ci-après précise le support de transmission et le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Document	Support	Nombre d'exemplaires papier
Esquisse	Papier et informatique (1)	2 exemplaires
APS	Papier et informatique (1)	4 exemplaires
APD	Papier et informatique (1)	4 exemplaires
PROJET	Papier et informatique (1)	4 exemplaires
DCE	Papier et informatique (1)	2 exemplaires
EXE	Papier et informatique (1)	2 exemplaires
DOE	Papier et informatique (1)	2 exemplaires

(1) sur CD dans des formats exploitables par le maître d'ouvrage: doc, xls, dgn, dwg, dxf et pdf pour les documentations.

7.2.3 Réception des documents par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage se prononce sur la réception de chaque dossier d'étude et précise éventuellement ses observations, que le maître d'œuvre doit suivre dans les délais précisés à cette occasion.

ARTICLE 8 – PHASE «TRAVAUX»

8.1. VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet **au maître d'ouvrage** l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8.1.1. Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.1.2. Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit 1/500^{ème} du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant,

- soit le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre.

8.2. VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

8.2.1. Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et d'établissement du décompte général est fixé à 7 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.2.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/500^{ème} du montant HT du décompte général.

Au cas où le maître d'ouvrage est conduit, du fait du retard du maître d'œuvre, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte en guise de pénalité.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis **au maître de l'ouvrage** les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, celui-ci le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 9 - COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel sur la base de l'exécution des études d'Avant Projet Définitif.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage **à l'exclusion** :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance «dommages» ;
- de tous les frais financiers.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 3 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de

réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'œuvre de l'élément APD, vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel.

ARTICLE 10 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 Etudes) fixé par l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **6,5%**.

ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLÉRANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

ARTICLE 13 - COÛT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût (coût de référence) des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m_0 des études du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m_0 des offres travaux ci-dessus.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 14 - COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

ARTICLE 15 - CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois de remise de l'offre ayant permis la passation des contrats de travaux.

ARTICLE 16 - TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est égal à **2,5%**.

ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE RÉALITÉ ET TOLÉRANCE

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

ARTICLE 19 - PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est de 20%.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 20 - ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission «Direction de l'exécution des travaux» (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur en deux exemplaires. Celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs à :

- la notification de la date de commencement des travaux,
- le passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle,
- la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Une copie des ordres de service précisant les dates doit être remise au maître de l'ouvrage lui permettant de s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

ARTICLE 21 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 22 - DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 1.4 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 23 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement» prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 33 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 24 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

Outre les cas visés à l'article 37.1 du CCAG/PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance.

Dans ce cas, le décompte de liquidation est opéré dans les conditions visées à l'article 37.5 du CCAG-PI.

ARTICLE 25 - CLAUSES DIVERSES

25.1. ASSURANCES

Le maître d'œuvre doit être titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.

Le maître d'œuvre doit également être titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir du fait de l'exécution de sa mission.


Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra fournir les attestations d'assurance correspondantes justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les garanties sont en rapport avec l'importance de l'opération.

25.2. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 18 du CCAG-PI, **le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques** constituées par les éléments de mission tels que définis à l'article 1.4 du présent CCAP.

ARTICLE 26 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Article du CCAG	Article du CCAP par lequel est introduite cette dérogation
32, 2° alinéa 13-42	7.2.1 8.2.2

<p>Fait à Vaivre-Et-Montoille</p> <p>Le 19 septembre 2007</p> <p>Le Président,</p>  <p>René BRET</p>	<p>Le maître d'œuvre (1) :</p> <p>A (2)</p> <p>le (2)</p>
---	--

(1) signature à précéder de la mention "lu et approuvé"

(2) lieu et date de signature



PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

**OBJET : Réalisation d'une centrale de production décentralisée d'électricité
intégrée au réseau de distribution publique d'électricité pour desservir en électricité
le moulin BILLET situé à La Villedieu-En-Fontenette.**

Maître d'ouvrage

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac – 70000 Vaivre-Et-Montoille

Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01

E-mail : contact@sied70.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1 - ETUDES D'ESQUISSE (ESQ)	3
2 - ETUDES D'AVANT-PROJET.....	4
2.1 - Etudes d'Avant-projet sommaire (APS)	4
2.2 - Etudes d'Avant-projet définitif (APD)	5
2.3 – Dossiers éventuels de permis de construire et d'autres autorisations administratives	6
3 - ETUDES DE PROJET.....	6
4 - ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)	8
5 - ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE (EXE)	10
6 - DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET).....	11
7 - ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)	12

1 - Etudes d'Esquisse (ESQ)

Les études d'esquisse ont pour objet de :

- Prendre connaissance et analyser le dossier programme et les documents fournis par le maître d'ouvrage;
- Visiter les lieux et analyser le site;
- Analyser les données administratives et les contraintes réglementaires;
- Analyser les données techniques;
- Analyser les données financières;
- Explorer les différentes solutions envisageables et en proposer une ou plusieurs traduisant les éléments majeurs du programme ; en présenter les dispositions générales techniques envisagées ; en indiquer les délais de réalisation ;
- Vérifier la compatibilité de la ou des solutions préconisées avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux;
- Vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site et proposer éventuellement des études complémentaires.

Dans le cadre de ces études d'esquisse, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage.

► Documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation graphique de la solution préconisée, présentée sous forme de plans des niveaux significatifs établis à l'échelle de 1/500 (0,2 cm/m) avec éventuellement certains détails significatifs au 1/200 (0,5 cm/m), ainsi que l'expression de la volumétrie d'ensemble;
- Note de présentation des solutions fonctionnelles envisagées ;
- Note de présentation des principes techniques retenus;
- Note sur les surfaces des différents niveaux;
- Note sur la compatibilité du projet avec l'enveloppe financière;
- Note sur la compatibilité du projet avec le délai global;
- Comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.

Les études d'esquisse sont présentées au maître d'ouvrage, pour approbation de la solution préconisée en proposant, éventuellement, certaines mises au point du programme et des études complémentaires.

2 - Etudes d'Avant-projet

Les études d'avant-projets, fondées sur la solution d'ensemble retenue et le programme précisé à l'issue des études d'esquisse approuvées par le maître de l'ouvrage, comprennent les études d'avant-projet sommaire et les études d'avant-projet définitif.

2.1 - Etudes d'Avant-projet sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- préciser la composition générale en plan et en volume et justifier le dimensionnement des ouvrages;
- contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces;
- apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage;
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité;
- proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre;
- étudier les différentes autorisations relatives au droit d'eau et préciser les démarches administratives préalables à la mise en service de l'ouvrage;
- préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

► Documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation graphique de l'APS proposé sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m);
- Le cas échéant, demande complémentaire de reconnaissance des sols ;
- Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel;
- Notice descriptive sommaire sur les volumes intérieurs;
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées;
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches fonctionnelles;
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux;
- Comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

2.2 - Etudes d'Avant-projet définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur l'avant-projet sommaire approuvé par le maître d'ouvrage ont pour objet de :

- déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme;
- arrêter en plans et coupes, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect;
- définir les principes constructifs, de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif;
- définir les matériaux;
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements;
- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité;
- justifier les autorisations administratives à demander pour la réalisation de l'ouvrage;
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposé en lots séparés;
- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance;
- arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues à l'article 4.1 du CCAP.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

► Documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, élévations, de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m);
- Plans de principes de structure et leur pré dimensionnement ; tracés unifilaires de réseaux et terminaux à l'échelle de 1/100 ;
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (1/100);
- Tableau des surfaces détaillées;
- Descriptif détaillé des principes constructifs de fondations et de structures ;
- Notice descriptive précisant les matériaux;

- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques;
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée en lots séparés;
- Comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions retenues à ce stade de la mission.

Les études d'APD sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

2.3 – Dossiers éventuels de permis de construire et d'autres autorisations administratives

Dans le cas où cela s'avère nécessaire, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution des dossiers administratifs (permis de construire, droit d'eau, demande, dossiers de demande de financement, etc.). Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention de l'éventuel permis de construire, constitue le dossier et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception des autorisations, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain.

3 - Etudes de projet

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages;

- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet;
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré;
- permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

► Documents à remettre au maître d'ouvrage :

Documents graphiques

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, incluant les repérages des faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2;
- Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100 au 1/50 des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux);
- Plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnement principaux;
- Réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides;
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse;
- Plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100;
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100;
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides;
- Plans généraux des VRD avec tracé sur plan masse des principaux réseaux avec diamètres et niveaux principaux;
- Positionnement, dimensionnement, ventilation et équipement principaux des locaux techniques;
- Plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

Documents écrits

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots;
- Présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi;
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE;
- Comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission.

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

4 - Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale;
- préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- analyser les offres des entreprises, s'il y a lieu les variantes à ces offres ; procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation ; analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux;
- préparer les mises au point nécessaire pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

► Documents à remettre au maître d'ouvrage :

Elaboration du DCE - Dossier de consultation des entreprises

Le DCE est élaboré en fonction des options prises par le maître d'ouvrage pour le mode de dévolution des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage des adaptations du CCAP (cahier des clauses administratives particulières), de l'acte d'engagement et du règlement de la consultation, fournis par le maître d'ouvrage, qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par le maître d'ouvrage, les collecte et les regroupe dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) qui comprend ainsi :

- les plans, pièces écrites et cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités) établis par le maître d'œuvre;
- les éventuels autres documents produits soit par le maître d'ouvrage, soit par les autres intervenants (notamment PGC, rapport initial du contrôleur technique, études de sondages des sols, diagnostics divers, prescriptions des concessionnaires, etc.).

Consultation des entreprises

- Proposition au maître d'ouvrage des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité;
- Etablissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection au maître d'ouvrage;
- Le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage;
- Etablissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, de leurs variantes. Dans le cas où des variantes, acceptées par le maître d'ouvrage, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire;
- Proposition d'une liste d'entreprises susceptibles d'être retenues (mieux disantes).

La présence aux réunions de la commission d'appel d'offres ne fait pas partie de la mission.

Mise au point des marchés de travaux

Le maître d'œuvre met au point les pièces constitutives du marché en vue de sa signature par le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

5 - Etudes d'exécution et de synthèse (EXE)

Les études d'exécution, pour l'ensemble des lots sur le projet approuvé par le maître de l'ouvrage, permettent la réalisation de l'ouvrage ; elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage :

- l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissant les travaux dans tous leurs détails, sans nécessiter pour l'entrepreneur d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier;
- la réalisation des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations;
- l'établissement, sur la base des plans d'exécution, d'un devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état;
- l'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état.

► Liste exhaustive des documents à remettre au maître d'ouvrage

- **En complément des plans établis au stade du projet :**
 - Plans de repérage et calepinage des ouvrages de second œuvre;
 - Coupes et détails de second œuvre à grande échelle avec définitions des interfaces entre composants et corps d'état.
- **Infrastructure, fondations et structure**
 - Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant les terrassements particuliers, les tracés de toutes les canalisations enterrées avec tous diamètres, les dimensionnements et niveaux au 1/50 des fondations superficielles et profondes;
 - Plans de ferrailage au 1/50 avec nature des aciers, sections d'armatures et implantation générale;
 - Plans de structure béton armé incluant les plans des différents niveaux au 1/50 avec cotation, dimensionnement, implantation des trémies, report des réservations définies par les entreprises et visées par la cellule de synthèse
 - Plans des maçonneries porteuses, nature, positionnement au 1/50;
 - Plans des ouvrages de structure métallique incluant lignes d'épure, cotation, nature des profilés, détails de principe des assemblages, des scellements et appuis.
- **Electricité courants forts et faibles**
 - Plans au 1/50 d'implantation des tableaux et appareillages et des tracés des câbles et de chemins de câbles;
 - Schémas des tableaux avec définition des différents départs, puissances et protections.

6 - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un;
- délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général;
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

► Tâches à effectuer :

- **Direction des travaux :**
 - Organisation et direction des réunions de chantier;
 - Etablissement et diffusion des comptes-rendus;
 - Etablissement des ordres de service;
 - Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général;
 - Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.
- **Contrôle de la conformité de la réalisation :**
 - Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats;
 - Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats;
 - Etablissement de comptes-rendus d'observations;
 - Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.

- **Gestion financière :**

- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Etablissement des états d'acompte;
- Examen des devis de travaux complémentaires;
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final;
- Etablissement du décompte général.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

7 - Assistance aux opérations de réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

► Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage :

- **Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :**

- Valide par sondage les performances des installations;
- Organise les réunions de contrôle de conformité;
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves;
- Propose au maître d'ouvrage la réception.


- **Etat des réserves et suivi**

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis.

- **Dossier des ouvrages exécutés**

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale, des plans conformes à l'exécution qu'il établit à partir des plans "projet et EXE", ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. Il y inclut notamment toutes les documentations complètes des différents composants de l'ouvrage.

- **Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement**, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

Fait à Vaire-Et-Montoille Le 19 septembre 2007 Le Président  René BRET	Le maître d'œuvre (1) : A (2) le (2)
--	--

(1) signature à précéder de la mention "lu et approuvé"

(2) lieu et date de signature